

# Passage en catégorie B, OUI ! mais pas au raBais !!!

Le 22 mars 2023,

Depuis déjà de nombreuses années, notre organisation n'a eu de cesse d'alerter sur les problèmes liés au recrutement, au manque d'attractivité de notre métier, à l'inflation galopante et surtout, sur les conséquences catastrophiques qu'allaient engendrer les nombreux départs en retraite des grosses promotions du plan 13000.

À croire que l'état de déliquescence dans lequel se trouve notre administration a été voulu, calculé et appréhendé. Car, comment pourrait-on croire que nos chers décideurs aient pu être mauvais à ce point ? C'est impossible !!!

En effet, prenons pour exemple la prochaine campagne de mobilité des surveillants : pour l'Occitanie, la DI de Toulouse va « royalement » être pourvue de 19 surveillants (plus 10 spécialement dédiés aux ELSP), tout ça pour 185 vacances de postes !

**Une fois de plus, et ce n'est pas une impression, on nous prend pour des cons !!!**

Non seulement les calculs ne sont pas bons, mais, qui plus est, les 10 agents supplémentaires fléchés ELSP sont là dans le but de soulager les FSI qui vont assurer la sécurité des prochains jeux olympiques, on croit rêver !!!

Cependant, n'ayez crainte, notre cher ministre de tutelle appuyé par son fidèle syndicat arrive à la rescousse.

**Comment, me direz-vous ??**

C'est très simple : signez la contractualisation, cela règlera le problème du manque de personnels et on vous donnera la catégorie B, signez en bas de la page, et on discutera plus tard ... Une chose est sûre, ouvrir cette boîte de Pandore, c'est signer la fin de la pénitencière, la fin de la mobilité avec des recrutements locaux et régionaux, c'est aussi du personnel payé 1400 euros pour des missions qui écartaient de temps à autre les surveillants des courives, car, ne vous y trompez pas, les missions régaliennes reposeront toujours sur les mêmes !!!

C'est un fait, à ce qui, de prime abord, pourrait ressembler à un cadeau, avec l'AP, il y aura toujours une contrepartie qui le rendra empoisonné.

L'UR UFAP UNSA JUSTICE de Toulouse s'oppose à ces mesures, notre sécurité et les conditions de travail de nos collègues ne doivent pas dépendre de jeux fussent-ils olympiques....

**L'UR UFAP UNSA JUSTICE de Toulouse demande le retrait du fléchage pour qu'on puisse récupérer les 10 emplois pour les structures de la région.**

L'UR UFAP UNSA JUSTICE de Toulouse met en garde sur les effets pervers liés au contractuels !